



## Décision individuelle N° 2021-292

**Pétitionnaire** : Établissement public du Parc national du Mercantour

**Adresse** : 23 rue d'Italie CS 51316 06006 Nice cedex 1

**Nature de la demande** : Travaux en cœur de Parc national (ayant pour objet l'aménagement des sites et itinéraires destinés à la pratiques des sports et loisirs de nature non motorisés)

**Intitulé du projet** : Sécurisation de l'accès public au vallon de Fontanalbe

**Localisation** : depuis le refuge de Fontanalbe (parcelle n°9 section DP commune de Tende) vers le sentier d'accès à la Voie sacrée et au lac vert de Fontanalbe (parcelle n°2, section DP commune de Tende)

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64, R.331-65 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 6, 13, 14, 15 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 1969 créant le site classé de la Vallée des Merveilles,

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 décembre 1989 classant le site des gravures rupestres préhistoriques de la vallée des Merveilles et de la région du Mont Bègo au titre des monuments historiques,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par la Commission départementale Nature, Sites et Paysages en date du 23 juin 2021,

**Vu** l'avis défavorable du Conservateur en chef du Service régional de l'archéologie en date du 19 août 2021 relatif à la reprise et à la modification de l'enclos pastoral,

**Vu** les avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 13 janvier 2021 et du 19 août 2021,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 21 juillet 2021 par Monsieur CHAUDET Julien, chargé de mission sentier et signalétique au sein de l'Établissement public du parc national,

**Considérant** que la piste de Fontanalbe, ouvrage historique militaire, constitue actuellement l'accès principal à la vallée de Fontanalbe et qu'à ce titre, la piste est inscrite au PDIPR des Alpes-Maritimes au sein du réseau d'itinéraires permettant la découverte des gravures rupestres de la région du Mont Bègo,

**Considérant** que la partie amont de cette piste se situe sur un versant très exposé aux laves torrentielles et aux éboulements rocheux et que ces dernières années, plusieurs événements de chutes de blocs l'ont rendu impraticable et dangereuse pour les usagers,

**Considérant** que pour satisfaire aux conditions de sécurité permettant le maintien de la circulation des usagers sur cette portion de piste, des aménagements lourds et impactants pour le paysage et l'environnement seraient nécessaires,

**Considérant** qu'en 2019, l'Établissement public du parc national - propriétaire et gestionnaire de la piste - a mis en place un itinéraire pédestre alternatif pour réduire cette exposition aux risques, sur la base des préconisations d'une étude d'aléas,

**Considérant** que cet itinéraire alternatif est basé sur un cheminement pré-existant et que l'étude confiée au service RTM de l'ONF préconise d'en améliorer l'aménagement pour garantir sa capacité à capter un flux important de visiteurs à pied,

**Considérant** que ces travaux d'amélioration recouvrent des élargissements de plate-forme localisés, des aménagements ponctuels de gestion des eaux pluviales, de réfection de murs de soutènement, d'embranchements ou pas d'âne sur dénivelés importants, une passerelle de franchissement de cours d'eau et de zone humide, des mises en défend d'anciens cheminements en vue de leur revégétalisation, des aménagements paysagers au niveau des embranchements amont et aval ainsi que des compléments de signalétique,

**Considérant** que ces aménagements s'avèrent nécessaires pour assurer le confort et la sécurité d'utilisation de cet itinéraire alternatif ainsi que la maîtrise des facteurs d'érosion accentués auxquels il sera soumis (piétinement, reptation de la neige, gel/dégel, ruissellement des eaux de pluie et de résurgence...) et qu'en ce qui concerne les élargissements de plate-forme, ceux-ci resteront ponctuels, limités en largeur et en longueur,

**Considérant** par ailleurs, qu'une réflexion portant sur la réorganisation de l'ensemble des circulations et stationnements d'usagers – y compris véhicules terrestres motorisés utilisés dans le cadre de la délégation de service public des Merveilles – est en cours avec l'ensemble des partenaires du site depuis juin 2021 pour à terme, viser la sécurisation complète de l'itinéraire,

**Considérant** que l'Établissement public du parc national a également prévu les démarches adéquates auprès du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, visant à faire modifier l'itinéraire inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

**Considérant** toutefois que les aménagements paysagers prévus sur le parvis d'entrée situé près du refuge de Fontanalbe ne figuraient pas dans le dossier soumis à la Commission des Sites et que par conséquent, ils ne bénéficient pas formellement d'une autorisation de mise en œuvre au titre du Site Classé,

**Considérant** la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir le recours à des modalités techniques et qualitatives de mise en œuvre, ainsi que pour assurer la compatibilité du chantier dans leur ensemble avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour, représenté par sa Directrice, Madame COMEAU Aline, est autorisé à réaliser des travaux d'aménagement et de confortement du sentier alternatif d'accès aux sites des gravures rupestres de la vallée de Fontanalabe.

Ce sentier alternatif est localisé dans le cœur du Parc national, le site classé et le monument historique de la région du Mont Bégo, entre le refuge de Fontanalbe (parcelle n°9 section DP commune de Tende) et le sentier balisé d'accès à la Voie sacrée et au lac vert de Fontanalbe (parcelle n°2, section DP commune de Tende).

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions générales*

- 2.1. En préalable des approvisionnements et interventions spécifiques à chaque tranche de travaux, le bénéficiaire et son (ou ses) prestataire(s) identifieront de concert l'emprise du chantier et des espaces utilitaires nécessaires (zones de stockage, accès et retournement d'engins...), en évitant tout milieu ou toute station d'espèce d'intérêt patrimonial.
- 2.2. Les milieux et stations d'espèces d'intérêt patrimonial situés à proximité de cette emprise seront systématiquement et physiquement mis en défend à l'aide d'un balisage spécifique de sorte à en être exclus en toutes circonstances imprévues.
- 2.3. Le maintien en bon état fonctionnel de ces mises en défend est à la charge du (des) prestataire(s).
- 2.4. Le balisage nécessaire au chantier (y compris espaces utilitaires et zones mises en défend) devra recourir à des marquages exclusivement biodégradables ou à une signalétique entièrement amovible. Les éléments temporaires de types panneaux ou flèches devront être installés de sorte à ce qu'ils ne portent pas atteinte aux éléments fixes du paysage (rochers, arbres...). Ils devront être dénués de toute mention publicitaire.
- 2.5. L'ensemble de la signalétique temporaire du chantier devra être retiré des lieux et évacué en-dehors du cœur du parc national à la finalisation des travaux
- 2.6. La coupe d'arbres n'est autorisée que dans le cadre des travaux nécessaires à l'installation de la passerelle et du platelage prévu dans son prolongement.
- 2.7. Sur le reste du linéaire aménagé, l'élitage des éventuelles branches basses gênant la progression des travaux ou à terme, des usagers du sentier est autorisée, sous réserve que celui-ci se fasse dans les règles de l'art, sans risque d'affaiblissement des sujets concernés.
- 2.8. Les produits de coupe et d'élitage seront laissés sur place, disposés en tas en aval du cheminement. Le broyage et le brûlage de ces produits est interdit dans le cœur du parc national.
- 2.9. Les excédents de terre issus des affouillements seront régaliés et compactés sur la plate-forme du sentier ou réutilisés en comblement en arrière des soutènements en pierres sèches ou l'habillage paysager du seuil d'entrée près du refuge.  
Aucun dépôt pérenne n'est autorisé de part et d'autre du sentier ou en milieu naturel.
- 2.10. Aucune importation de terre végétale en provenance de l'extérieur du cœur de parc national n'est autorisée.
- 2.11. Pour les besoins du chantier, l'importation de pierres exogènes dans le cœur du parc national est autorisée à condition que celles-ci soient exclusivement constituées de gneiss prélevés dans le stock dit « de Castérino » (délaisse stock communal et éboulis naturel situés de part et d'autre de la route à proximité du lac).
- 2.12. Le prélèvement et le transport de pierres à l'intérieur du cœur du parc national est autorisé, sous réserve que ces prélèvements :
  - soient effectués sur un ancien ouvrage en vue de sa réfection à l'identique ;
  - soient réalisés de manière diffuse de sorte à ne pas créer d'excavation artificielle et à conserver le profil général des lieux s'ils ont lieu en milieu naturel.
- 2.13. La signalétique directionnelle et d'information du public mise en œuvre sur l'itinéraire aménagé sera strictement conforme à la programmation de nouvelle muséographie de plein-air portée par l'Établissement public du parc national, dans ses localisations, matériaux, formes, coloris et contenus.

Contact :

- PNM, CGP : Isabelle LHOMMEDET ([isabelle.lhommedet@mercantour-parcnational.fr](mailto:isabelle.lhommedet@mercantour-parcnational.fr) ; 06.14.06.34.32)

2.14. Aucun fluide polluant (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

Le (les) prestataire(s) sont tenus de prendre toutes les dispositions utiles à cette fin, notamment en utilisant des revêtements étanches posés au sol ou des tapis absorbants adaptés sur les espaces de stockage, de stationnement ou de ravitaillement.

2.15. En cas de rejet polluant accidentel, le chef du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

2.16. A l'issue de chaque phase de travaux, l'ensemble des déchets et résidus non minéraux ou végétaux (y compris mégots, papiers, emballages, résidus de décantation, rubalises...) devra être intégralement collectée et évacuée en dehors du cœur du parc national, vers les filières de traitement dûment autorisées. Tout brûlage est strictement interdit.

- *Prescriptions spécifiques relatives aux interventions et aménagements ponctuels sur le sentier à conforter*

2.17. Les interventions de reprofilage dans les talus amont ne devront pas excéder 80 cm de haut et lors du rendu final, présenter une pente douce jusqu'au cheminement.

2.18. La largeur du cheminement pédestre ne devra pas dépasser 1 mètre de large, à l'exception :

- des emmarchements faisant le raccord entre le sentier et la passerelle en rive droite ;
- du dallage faisant le raccord entre le platelage et le sentier en rive gauche.

Pour ces deux portions, la largeur du cheminement pourra atteindre 1,50 m à condition que cette augmentation soit réalisée progressivement au fur et à mesure du rapprochement avec l'ouvrage de franchissement.

2.19. Les emmarchements discontinus, les pas d'âne, les revers d'eau et les cunettes ainsi que les réfections de murs de soutènement seront exclusivement réalisés en pierres crues (naturelles, non taillées) et sèches (absence de mortier de liaison).

2.20. Les écoulements naturels en amont et en aval du sentier ne pourront être déviés de leur trajectoire d'origine qu'en l'absence avérée d'enjeu de préservation d'habitats ou d'espèces localement présents et dépendants de ces écoulements.

- *Prescriptions spécifiques aux maçonneries (confection des culées de la passerelle)*

2.21. La bétonnière, le groupe électrogène et le cas échéant, le compresseur nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.22. L'ensemble des matériaux nécessaires aux maçonneries sera stocké de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la faune sauvage ou les usagers des lieux.

2.23. Les maçonneries seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des revêtements étanches et à défaut de bétonnière, dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie et sans projection ou résidu en milieu naturel ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le milieu naturel (cours d'eau ou sources) ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

- *Prescriptions spécifiques relatives aux interventions sur le parvis d'entrée situé près du refuge (« seuil aval »)*

2.24. Le prolongement du muret amont, la création du dallage au départ du sentier et l'emmarchement d'amorce seront réalisés en pierres crues (naturelles, non taillées) et sèches (absence de mortier de liaison).

2.25. Les autres aménagements prévus sur le parvis d'entrée situé près du refuge ne sont pas autorisés par la présente.

Ils devront faire l'objet d'une décision ultérieure à réception de l'accord formel des autorités compétentes en matière de site classé.

- *Prescriptions spécifiques relatives aux interventions sur le parvis d'entrée situé au niveau du sentier d'accès à la Voie sacrée (« seuil amont »)*

2.28. L'aménagement et la valorisation du seuil d'entrée seront réalisés par repositionnement exclusivement manuel de pierres et blocs naturels, sans scellement.

2.29. La réfection et la modification du muret de l'ancien enclos pastoral n'est pas autorisée par la présente, quelle que soit les techniques envisagées.

- *Prescriptions spécifiques relatives à la passerelle de franchissement du torrent et au platelage de franchissement de la zone humide*

2.30. Les gardes-corps, lisses et platelages seront en bois de mélèze non traités.

2.31. L'habillage des culées de la passerelle sera réalisée en pierres crues de provenance locale, maçonnées au ciment sans recouvrement, joints très fins et façonnés en creux sur les éventuelles portions restant visibles. Les pierres seront brossées, les surplus de ciment collectés et évacués.

2.32. Le platelage de franchissement de la zone humide sera posé sur des troncs de mélèze, sans ancrage pérenne dans le sol ou sur les éléments rocheux.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 15 octobre 2022, avec une période d'interruption obligatoire du 1<sup>er</sup> novembre 2021 au 1<sup>er</sup> juin 2022.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

5.1. Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, notamment en ce qui concerne les installations annexes (base-vie) éventuellement nécessaires ou l'acheminement des ouvriers, matériaux et outils par voie aéroportée.

En cas de besoin, ces installations annexes et les héliportages nécessaires à la réalisation des travaux devra faire l'objet de demandes d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

5.2. Cette décision ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 20 août 2021



La Directrice  
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Roya-Bévéra
- Isabelle Lhommedet
- Julien Chaudet

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.